

QUELQUES PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE LA «CRISE GRECQUE»

Ce qu'il est convenu d'appeler la « crise grecque » et son épilogue – provisoire ? – via la « Déclaration du sommet de la zone euro » du 12 juillet 2015 laissent un goût amer. Les élections du 25 janvier, confirmées et amplifiées par le référendum du 5 juillet, avaient suscité l'espoir que des alternatives à l'austérité et aux reculs sociaux étaient enfin possibles en Europe. C'était bien évidemment inacceptable pour les dirigeants européens, les élites financières qu'ils représentent et les technocrates à leur service. Ils ont donc mobilisé toute leur force de frappe financière, économique et médiatique pour réduire à néant une telle perspective, quitte à dis-

créditer le projet même d'Europe aux yeux des populations. Tel est le sens du « compromis » imposé au gouvernement grec par lequel l'Eurogroupe inflige une nouvelle cure d'austérité au peuple hellène, puni pour son audace, et met quasiment sous tutelle le pays, dont l'économie a déjà été fortement mise à mal par les plans précédents.

Loin de contribuer à sortir la Grèce de ses difficultés, l'« aide » financière promise – mais non encore entérinée et conditionnée au fait que le gouvernement grec aille toujours plus loin dans le reniement de ses promesses électorales et l'acceptation de la surenchère d'exigences posées par ses créanciers – vise

simplement à lui maintenir la tête hors de l'eau tout en alourdissant le poids d'une dette qui s'avère être un excellent moyen de chantage (le supplice de la baignoire, selon Yanis Varoufakis). Peu importe que cette dette ne soit pas soutenable et qu'elle ne soit jamais remboursée. La question n'est pas financière mais politique : il s'agit de maintenir la main-mise des créanciers sur le pays.

On ne peut bien sûr qu'être effaré par tant d'acharnement et de cynisme. Quels que soient les épisodes à venir – la question d'une sortie de l'euro n'est pas vraiment réglée – la crise humanitaire que subit la Grèce est appelée à s'amplifier du fait d'une politique qui va accentuer la récession et poursuivre le démantèlement des systèmes de protection sociale et des services publics. Les jeunes n'auront pour seul avenir que l'exil et le renoncement à tout projet



dans et pour leur pays. L'idéal européen, au nom duquel sont censées agir les « *Institutions* », justifie-t-il un tel châtement ?

En fait si cette crise a une vertu, c'est d'avoir révélé la vraie nature de la construction européenne telle qu'elle s'exprime aujourd'hui à travers les institutions de l'Union européenne et de la zone euro. Les masques sont tombés ! Contrairement à la présentation qui en est souvent faite, la crise n'exprime pas un conflit entre la Grèce et l'Europe mais un conflit social et politique opposant les intérêts des travailleurs et de la majorité des populations aux intérêts des financiers, banques et grandes entreprises représentés par les gouvernements nationaux et les institutions européennes qu'ils ont mis en place pour les défendre.

De ce point de vue, le combat politique mené par les Grecs, même s'il a pour l'instant échoué dans un rapport de force extrêmement défavorable, peut être utile à tous les citoyens européens si l'on en tire collectivement quelques enseignements qui permettent de mieux mesurer les enjeux auxquels nous sommes confrontés et d'ajuster nos stratégies en conséquence. Sans prétendre à l'exhaustivité, trois

grandes leçons au moins émergent de la période que nous venons de vivre.

L'Union européenne est-elle compatible avec le progrès social ?

Le progrès social n'a jamais été le moteur de la construction européenne, lequel a toujours relevé de considérations économiques et géopolitiques, même si à l'origine il faisait partie de ses objectifs. Mais nous étions alors dans une autre période (fordisme des 30 Glorieuses) avec un autre rapport de force capital/travail.

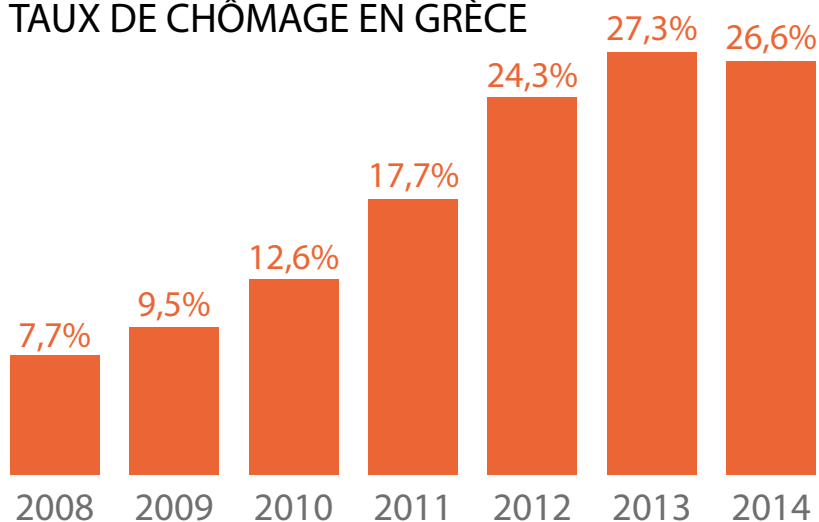
Depuis longtemps toutefois, il n'était plus qu'un thème plus ou moins obligé des discours et s'inscrivait de plus en plus en contradiction avec la logique économique et financière de l'Union européenne. L'Acte unique (1986) a constitué à cet égard une étape importante

– plus une clarification qu'une rupture – en phase avec la généralisation de l'offensive néolibérale, même si son initiateur (Jacques Delors) a cherché à obtenir la caution des syndicats en multipliant les instances de dialogue social. Mais les arrêts de la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne) ont rapidement dissipé les illusions (pour ceux qui en avait encore) en rappelant qu'en vertu des traités, les libertés économiques et le droit de la concurrence primaient sur les droits des travailleurs.

La crise de 2008 a accéléré cette évolution. La prenant pour prétexte (stratégie du choc), les dirigeants européens, épousant les demandes des marchés financiers et du patronat, ont décidé d'accentuer l'offensive et de ne plus s'embarrasser de faux-semblants. Les réformes mises en place au nom de l'amélioration de la gouvernance (Paquets législatifs Six-Pack en 2012 et Two-Pack en 2013, TSCG – Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'UE, appelé aussi Pacte budgétaire – en 2012,...), qui renforcent notamment les compétences de la Commission européenne et les élargissent au domaine social jusqu'à alors prérogative nationale, visent explicitement le démantèlement de l'État social et de tout ce qui permettrait aux travailleurs de s'y opposer.

En Grèce comme dans tous les pays qui ont sollicité l'aide financière de l'Union, les salaires, la protection sociale (retraites) et le droit du travail (dénonciation des conventions collectives) ont été en première ligne des exigences imposées par les créanciers. Et ces thèmes figurent bien évidemment au cœur des réformes exigées par l'Eurogroupe dans l'accord imposé au gouvernement grec. Même si la pression est moins forte et moins directement exécutoire, elle

TAUX DE CHÔMAGE EN GRÈCE



s'exerce aussi sur les autres pays membres à travers les recommandations (assorties de possibilités de sanctions) de la Commission européenne. La loi Macron en est une des traductions en France. Confiant dans la force de ce rouleau compresseur libéral, dans lequel son institution joue un rôle éminent, le président de la BCE, Mario Draghi, a d'ailleurs annoncé, lors d'un précédent épisode de la « crise grecque » en 2012, que le modèle social européen était mort.

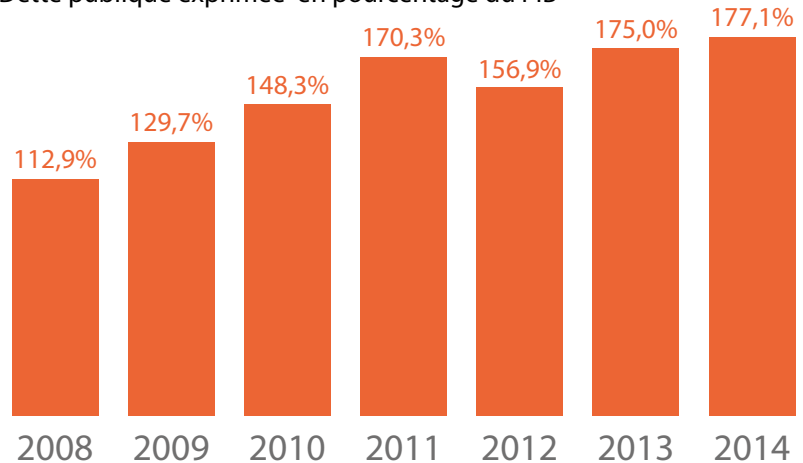
Au vu de ces évolutions institutionnelles et de la logique qui les sous-tend, il est clair désormais que le progrès social n'est plus compatible avec l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui.

L'Union européenne est-elle compatible avec la démocratie ?

Là aussi cela vient de loin mais le mouvement s'est accéléré sur la dernière période. Depuis ses origines, la construction européenne a été marquée par un déficit démocratique régulièrement dénoncé et que l'élargissement progressif des pouvoirs du Parlement européen n'est jamais parvenu à combler. Cela constituait même une marque de fabrique de la méthode européenne. L'Europe s'est construite sans les peuples dont les élites européistes se méfiaient des humeurs erratiques néfastes à la continuité de leur projet et dont elles craignaient surtout qu'ils ne saisissent que trop bien les enjeux

DETTE PUBLIQUE GRECQUE

Dettes publiques exprimées en pourcentage du PIB



réels de celui-ci derrière le récit mythique qui leur était servi.

Cette méfiance à l'égard de l'expression populaire n'était pas sans fondement puisqu'à plusieurs reprises, lorsqu'ils ont été consultés, les citoyens de plusieurs pays ont marqué leur refus des propositions qui leur étaient faites, obligeant les dirigeants à de délicates acrobaties institutionnelles et à de grossières pressions pour qu'ils finissent par voter « correctement ». Quelle perte de temps et d'énergie ! C'est d'ailleurs pour ne plus s'exposer à de telles déconvenues que les gouvernements avaient convenu entre eux de ne pas recourir au référendum (sauf dans les pays où cette procédure est obligatoire) pour la ratification du traité de Lisbonne.

Depuis la crise, l'amplification de l'offensive libérale a conduit les dirigeants européens à modifier l'architecture institutionnelle afin de se soustraire toujours plus aux « contraintes » démocratiques. Demander aux peuples de soutenir les attaques portées contre eux devenait en effet de plus en plus risqué. Même le Parlement européen a été écarté de certains processus de décision en faisant du TSCG un simple traité intergouvernemental et non pas un traité euro-

péen. Ces nouvelles règles, alliant le libéralisme anglo-saxon à l'ordolibéralisme allemand, ont favorisé l'émergence d'un fédéralisme technocratique dont la Troïka est l'expression la plus emblématique.

Si les rituels électoraux ne peuvent bien sûr pas être supprimés (jusqu'à quand ?...), ils doivent désormais n'avoir aucune conséquence sur les politiques menées, le mieux étant que celles-ci soient confiées à des gouvernements de technocrates agissant sous contrôle de leurs homologues européens.

C'est d'ailleurs ce qui a été imposé à deux reprises, à l'Italie avec Mario Monti (ancien commissaire européen) et à la Grèce avec Lucas Papademos (ancien responsable de la BCE), et c'est ce que le président du Parlement européen a proposé récemment pour remplacer le gouvernement Tsipras. Car, comme l'a exprimé Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». Et si certains peuples résistent et s'obstinent à vouloir mettre en œuvre leurs propres choix, ils seront mis sous tutelle. C'est ce qui arrive au peuple grec.

L'Europe n'est plus seulement

une construction institutionnelle dont les peuples sont absents. Elle devient une machine de guerre contre eux, au service des financiers et des multinationales. Si les Grecs en font la dramatique expérience, tous les européens le vivent à des degrés divers.

BCE et euro, une arme de guerre contre les peuples ?

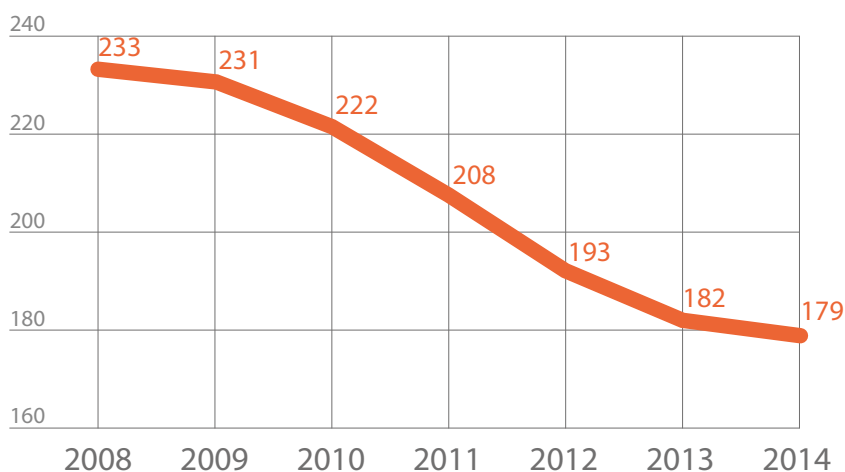
L'euro a toujours été considéré par nombre d'économistes comme une monnaie bâtarde, incomplète, en ce sens qu'elle n'est pas adossée à une souveraineté unique, à un pouvoir politique en capacité d'assurer les transferts budgétaires nécessaires pour compenser les déséquilibres au sein de la zone et de mutualiser les dettes publiques. La BCE ne peut donc pas jouer son rôle de prêteur en dernier ressort. Construction bancal, la monnaie unique s'est ainsi trouvée en difficulté pour affronter une crise qu'elle a aggravée en contribuant à accentuer les divergences économiques entre ses membres, d'autant que la puissance dominante, l'Allemagne, menait une politique non coopérative.

Cette défaillance intrinsèque de l'euro se double désormais d'un doute sur son irréversibilité (intégration automatique des pays membres de l'UE satisfaisant les critères de Maastricht, sauf refus explicite de leur part, sans possibilité de sortie), base de sa crédibilité vis-à-vis des marchés financiers.

Si la Grèce reste pour l'instant dans la zone euro, sa sortie a bel et bien été évoquée dans les négociations

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT GREC

En milliards d'euros



et n'est toujours pas définitivement exclue. Les marchés savent donc qu'une brèche est ouverte par laquelle la spéculation pourra s'engouffrer. L'euro se révèle ainsi être moins une réelle monnaie unique qu'une simple zone monétaire dont la composition pourrait varier au gré de la conjoncture et des pressions du marché et qui pourrait un jour disparaître comme d'autres avant elle. La zone euro pourrait redevenir clairement ce qu'elle n'a jamais véritablement cessé d'être, une zone Mark.

Non-sens économique, la création de l'euro répondait en fait à d'autres objectifs. Elle s'inscrivait dans la perspective du fédéralisme technocratique dont la BCE constitue l'archétype : seule réelle institution fédérale, statutairement indépendante des pouvoirs politiques, dirigée par des technocrates non-élus mais issus du monde financier.

Disposant déjà du pouvoir d'imposer sa politique aux gouvernements, du fait de son statut et de sa mission (la stabilité des prix exclusivement), la BCE a vu son champ d'action et ses prérogatives élargis depuis la crise au point de devenir le bras armé des dirigeants euro-

péens dans leur offensive contre les peuples.

C'est donc tout naturellement qu'elle s'est retrouvée au sein de la Troïka, aux côtés de la Commission européenne et du FMI, deux institutions également non élues, pour assurer la mise sous tutelle des pays sollicitant l'aide financière de l'UE. Mais c'est surtout son attitude à l'égard de la Grèce depuis le 25 janvier qui montre clairement qu'elle est devenue l'exécuteur des basses œuvres de l'UE. Pendant que les dirigeants de la zone euro « négociaient » avec le gouvernement grec, c'est elle qui organisait méthodiquement l'asphyxie financière du pays afin d'obtenir sa reddition.

Une autre Europe est-elle possible ?

La réponse est clairement oui. Le pessimisme du constat que nous faisons de l'Europe actuelle ne doit pas entraver l'optimisme de la volonté de bâtir une autre Europe, d'autant que cette dimen-



© Sven Hoppe - Fotolia

sion est nécessaire pour répondre aux besoins et aux aspirations des populations, contrer l'offensive libérale et faire face aux défis économiques, sociaux et environnementaux de la période. Mais il est tout aussi évident que notre stratégie doit être redéfinie à la lumière des évolutions récentes et de ce qu'elles révèlent du terrain sur lequel nous nous battons et des stratégies de nos adversaires.

Il faut d'abord éviter de tomber dans le piège du nationalisme. Si les États demeurent des espaces pertinents, notamment pour impulser des mobilisations et développer des politiques alternatives, celles-ci doivent s'inscrire dans une perspective européenne pour être réellement crédibles et efficaces à moyen et long terme.

Un repli nationaliste pourrait certes donner l'illusion d'un regain de souveraineté mais, outre que celui-ci serait de courte durée face au pouvoir mondialisé de la finance et des multinationales, il ouvrirait la voie aux réflexes xénophobes et à la mise en opposition des peuples entre eux. Une telle évolution serait

mortifère – l'histoire du continent européen est là pour en témoigner – et seule l'oligarchie financière en sortirait gagnante.

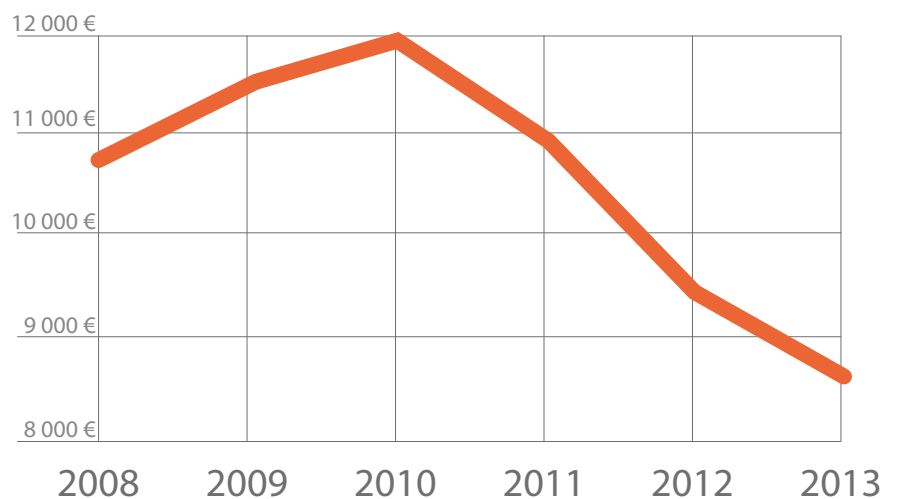
Notre ennemi c'est la finance et c'est à l'aune de cet objectif que nous devons trouver les articulations efficaces entre les niveaux nationaux et européen. La question n'est donc pas tant de sortir de l'Union européenne que d'en finir avec elle en tant qu'organisation institutionnelle de l'espace

européen au service de la finance et des grandes entreprises, afin de rebâtir une maison commune européenne qui réponde aux intérêts et aux choix des peuples. Cela ne se fera bien sûr pas sans crises, ni de façon homogène et linéaire.

Cela impliquera que certains pays, sur la base des choix de leurs citoyens, décident de désobéir aux injonctions de l'UE et prennent des mesures unilatérales pour mettre en œuvre des politiques alternatives. Celles-ci devront toutefois être calibrées pour ne pas porter atteinte aux intérêts des autres peuples et être accompagnées au contraire d'une réelle recherche de solidarité. Ainsi peut-on espérer que prendra corps progressivement un projet partagé en même temps que se construiront les mobilisations communes nécessaires.

Dans cette perspective, la question d'une sortie de l'euro devient secondaire. Si tant est que la monnaie unique ait encore un avenir et n'implose pas d'elle-même, cette option ne doit pas être écartée mais incluse dans le cadre d'une stratégie de désobéissance vis-à-vis de l'UE. Et sur ce point, celle-ci

ÉVOLUTION DES SALAIRES GRECS



peut prendre de multiples formes : contrôle des capitaux, mise en place d'une monnaie complémentaire, réappropriation de la banque centrale nationale... Une telle rupture n'est bien sûr envisageable que si elle est portée par une forte mobilisation sociale et politique. C'est la responsabilité des organisations politiques de créer les conditions de son émergence. Mais le mouvement social, et notamment le mouvement syndical, a un rôle essentiel à jouer.

Principales victimes de l'Europe actuelle, les travailleurs doivent être des acteurs majeurs de sa refondation, d'autant qu'ils constituent la principale force capable de mobilisation. Cela suppose toutefois que les syndicats s'inscrivent dans cette perspective et soient porteurs d'un réel projet pour une autre Europe. Or cela n'est pas simple. La violence des attaques portées contre les travailleurs les conduit naturellement

à privilégier leur défense dans le cadre institutionnel actuel de l'Europe, en négligeant le second volet de leur double besoin, la transformation de ce cadre.

Dans un contexte marqué par un certain fatalisme et la résignation du monde du travail, l'efficacité commande pourtant d'aller au-delà du combat défensif et de mettre en avant des revendications qui à la fois répondent aux besoins, rassemblent les travailleurs à l'échelle européenne et s'en prennent à la logique même de l'Union, tout en renforçant et en élargissant les droits des travailleurs afin qu'ils reprennent la main sur leur destin. Si les syndicats veulent être crédibles et en capacité de mobiliser les travailleurs, il ne leur suffit plus de dénoncer l'austérité et de prôner une Europe sociale ; il faut qu'ils proposent de mettre à bas les institutions qui imposent la première et interdisent la seconde

afin de pouvoir en bâtir de nouvelles, basées sur la solidarité et la coopération.

On peut comprendre qu'une telle démarche soit difficile pour le mouvement syndical européen car elle implique qu'il rompe avec un tropisme européen qui lui a longtemps fait prendre pour un retard conjoncturel une absence de dimension sociale qui s'avère en fait structurelle. Il ne doit évidemment pas renoncer à l'Europe mais, au contraire, prendre appui sur sa légitimité européenne incontestable pour en proposer une autre vision et inscrire clairement son action dans la perspective de sa reconstruction.

Il y a urgence à ouvrir ce débat. Le congrès de la CES (Confédération européenne des syndicats) cet automne à Paris pourrait et devrait en être l'occasion.



GRECE

DEVISE : LA LIBERTÉ OU LA MORT

CAPITALE : **ATHÈNES**

15 PROVINCES

10,9 MILLIONS D'HABITANTS
(65,8 MILLIONS EN FRANCE)

132 000 KM²
(551 000 KM² POUR LA FRANCE)

16 500 EUROS (PIB PAR HABITANT)
(31 200 EUROS POUR LA FRANCE)

